



Déclaration FSU – CTsD 28 juin 2022

Nouveaux outils managériaux, évaluations d'écoles et d'établissements, projets des écoles, contractualisation des moyens (CLA, cité éducative...), déficit d'enseignants, absence de remplaçant·es, dégradation des conditions de travail, fatigue, épuisement, ras-le-bol, tensions, déconsidération, absence de perspectives, annonces inquiétantes... Cette liste n'a pas la saveur ni la poésie d'un inventaire à la Prévert, et n'est pas exhaustive.

La FSU tire la sonnette d'alarme.

Un mois et demi après avoir déposé une alerte sociale départementale, le constat est toujours le même, accablant et inquiétant. Le climat dans les écoles n'est pas serein. Les équipes ne vont pas bien.

Sur le terrain, quand on rencontre les équipes, nous constatons que de nombreux·ses enseignant·es sont en burn out ou au bord de l'épuisement professionnel. De nombreux·ses enseignant·es parlent de partir, de démissionner. Nos collègues nous confient leur détresse du quotidien. En tant que première force syndicale dans l'éducation nationale, cette confiance nous honore, et surtout nous oblige. Nous sommes atterrés de voir ce qui se passe en ce moment.

Pour vous, ce ne sont que des mots, répétés inlassablement, trop sans doute, par les représentant·es des personnels que nous sommes. Mais derrière les mots, il y a des situations réelles, que vivent actuellement nos collègues dans les écoles, qui « crèvent » du manque d'écoute, du manque de reconnaissance et du manque de considération de leur hiérarchie. Ils souffrent également du manque d'investissement dans l'École, du manque de moyens – ce qui sera l'objet de nos discussions tout à l'heure pour la carte scolaire.

« Il y a trop de fiches SST », vous êtes-vous permis d'affirmer lors d'une réunion avec les directeur·rices référent·es, propos qui n'avaient pas leur place dans ce cadre, mais propos déplacés quelque soit le lieu et le moment. Comment osez-vous dire cela ? Sans vouloir paraphraser un ancien chef d'État, « la maison Éducation nationale brûle et l'administration regarde ailleurs », quand elle n'allume pas la mèche.

L'Éducation nationale se « France télécomise », pour le pire.. et le pire. Car tout le monde sait à quoi a conduit le terrible management mis en place à France Telecom. Nous n'oublions pas ni Christine Renon, ni les autres. Et qu'on se le dise : nous prenons le temps de rédiger nos déclarations en amont. Nous prenons le temps de les relire, les modifier. Ce que nous disons à l'instant, chaque mot, chaque phrase, est pesée, réfléchi, choisie. Comment penser que l'institution est bienveillante quand elle n'est plus en mesure de remplacer ses enseignant·es et agent·es ? Comment penser que l'institution est bienveillante quand elle n'est pas en mesure d'aider les enseignant·es à scolariser les élèves à besoins éducatifs particuliers ?

Comment penser que l'institution est bienveillante quand elle n'est pas en mesure de gérer les opérations de carrière, mouvement, en toute transparence et sans dysfonctionnements ? Quand elle n'est pas en mesure de répondre aux alertes de nos collègues, quand elle n'est pas en mesure de soutenir ses personnels, quand elle n'est pas en mesure de répondre aux fiches SST dans des délais raisonnables, quand elle n'est pas en mesure de faire de la prévention, quand elle n'est pas en mesure d'assurer la sécurité et le bien-être au travail de ses agent·es ?

Nous ne sommes pas ici dans le cadre d'une alerte sociale, mais pour autant, cette déclaration est une alerte.

Concernant les remplacements dans le 1^{er} degré, nous allons vous faire passer les retours d'une enquête menée auprès de nos collègues directeurs et directrices, TRB.

A propos des évaluations d'écoles, nous lisons une déclaration commune à la FSU-SNUipp et au Snudi-FO.

En espérant avoir toute votre attention, et que vous preniez la mesure de cette alerte.